Notant que le Traité contient deux protocoles additionnels ouverts respectivement à la signature des Etats qui sont internationalement responsables *de jure* ou *de facto* des territoires situés dans les limites de la zone géographique prévue par le Traité et à la signature des Etats dotés d'armes nucléaires, et convaincue que la coopération de ces Etats est nécessaire pour assurer l'application efficace du Traité,

1. *Accueille avec la plus grande satisfaction* le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine, qui constitue une réalisation d'importance historique dans le cadre des efforts déployés pour éviter la prolifération des armes nucléaires et assurer la paix et la sécurité internationales et qui, en même temps, consacre le droit des pays d'Amérique latine d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques avérées pour accélérer le développement économique et social de leurs peuples;

2. *Prie* tous les Etats de prêter leur coopération pleine et entière pour que le statut défini dans le Traité jouisse du respect universel auquel les principes élevés dont il s'inspire et les nobles objectifs qu'il vise lui permettent de prétendre;

3. *Recommande* aux Etats signataires du Traité ou susceptibles de le devenir, et à ceux qui sont visés dans le Protocole additionnel I, de s'efforcer de prendre toutes les mesures qui dépendent d'eux pour que le Traité soit rapidement mis en vigueur par le plus grand nombre possible d'entre eux;

4. *Invite* les puissances dotées d'armes nucléaires à signer et à ratifier le plus rapidement possible le Protocole additionnel II.

1620^e séance plénière,
5 décembre 1967.

2289 (XXII). Conclusion d'une convention sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires

L'Assemblée générale,

Rappelant la Déclaration sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et thermonucléaires contenue dans sa résolution 1653 (XVI) du 24 novembre 1961,

Réaffirmant sa conviction, exprimée dans la résolution 2164 (XXI) du 5 décembre 1966, que la signature d'une convention sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et thermonucléaires faciliterait grandement les négociations en vue d'un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace et donnerait une nouvelle impulsion aux efforts faits pour résoudre le problème urgent du désarmement nucléaire,

Estimant nécessaire, compte tenu de la situation internationale actuelle, d'entreprendre de nouveaux efforts pour accélérer le règlement de la question de l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires,

1. *Exprime sa conviction* qu'il est nécessaire de poursuivre d'urgence l'examen de la question de l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et de conclure une convention internationale appropriée;

2. *Engage*, par conséquent, tous les Etats à étudier, eu égard à la Déclaration adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 1653 (XVI), la question de l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et le projet de convention sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires présenté par l'Union des Républi-

ques socialistes soviétiques¹⁰, ainsi que les autres propositions pouvant être présentées sur cette question, et à entreprendre des négociations au sujet de la conclusion d'une convention appropriée soit au moyen de la convocation d'une conférence internationale, soit au sein de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement, soit directement entre les Etats;

3. *Prie* le Secrétaire général de communiquer à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et à la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement le projet de convention sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires présenté par l'Union des Républiques socialistes soviétiques, ainsi que les procès-verbaux des séances de la Première Commission portant sur l'examen de la question intitulée "Conclusion d'une convention sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires".

1623^e séance plénière,
8 décembre 1967.

2340 (XXII). Examen de la question de l'affectation à des fins exclusivement pacifiques du lit des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol, en haute mer, au-delà des limites de la juridiction nationale actuelle, et de l'exploitation de leurs ressources dans l'intérêt de l'humanité

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le point intitulé "Examen de la question de l'affectation à des fins exclusivement pacifiques du lit des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol, en haute mer, au-delà des limites de la juridiction nationale actuelle, et de l'exploitation de leurs ressources dans l'intérêt de l'humanité",

Notant que le progrès technique rend le lit des mers et des océans, ainsi que leur sous-sol, accessibles et exploitables à des fins scientifiques, économiques, militaires et autres,

Reconnaissant l'intérêt que présente pour toute l'humanité le lit des mers et des océans, qui constitue la plus grande partie de la superficie de la planète,

Reconnaissant en outre que l'exploration et l'exploitation du lit des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol, tels qu'ils sont visés dans le libellé de cette question, devraient se faire conformément aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies, dans l'intérêt du maintien de la paix et de la sécurité internationales, et au profit de l'humanité tout entière,

Ayant présentes à l'esprit les dispositions et la pratique du droit de la mer relatives à cette question,

Ayant présent à l'esprit également le fait qu'il importe de préserver le lit des mers et des océans ainsi que leur sous-sol, tels qu'ils sont visés dans le libellé de cette question, d'actes et d'utilisations qui risquent de nuire aux intérêts de l'ensemble de l'humanité,

Désireuse de favoriser une coopération et une coordination internationales plus grandes dans la poursuite de l'exploration et de l'exploitation pacifiques du lit des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol, tels qu'ils sont visés dans le libellé de cette question,

Rappelant les utiles travaux qu'ont accomplis et que continuent d'accomplir sur des questions relevant de ce domaine les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées, l'Agence

¹⁰ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Annexes, point 96 de l'ordre du jour, document A/6834.

internationale de l'énergie atomique et d'autres organisations intergouvernementales,

Rappelant en outre que le Secrétaire général prépare actuellement des études en application de la résolution 2172 (XXI) de l'Assemblée générale, en date du 6 décembre 1966, et de la résolution 1112 (XL) du Conseil économique et social, en date du 7 mars 1966,

1. *Décide* de créer un Comité spécial chargé d'étudier les utilisations pacifiques du lit des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale, composé de l'Argentine, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Brésil, de la Bulgarie, du Canada, de Ceylan, du Chili, d'El Salvador, de l'Equateur, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de l'Inde, de l'Islande, de l'Italie, du Japon, du Kenya, du Libéria, de la Libye, de Malte, de la Norvège, du Pakistan, du Pérou, de la Pologne, de la République arabe unie, de la République-Unie de Tanzanie, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Sénégal, de la Somalie, de la Tchécoslovaquie, de la Thaïlande, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la Yougoslavie, qui aura pour tâche d'étudier la portée et les divers aspects de cette question;

2. *Prie* le Comité spécial d'établir, en coopération avec le Secrétaire général, une étude qui sera soumise à l'Assemblée générale lors de sa vingt-troisième session et qui comprendra :

a) Un examen des activités passées et présentes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées, de l'Agence internationale de l'énergie atomique et d'autres organismes intergouvernementaux concernant le lit des mers et des océans, ainsi que des accords internationaux en vigueur relatifs à ces domaines;

b) Un exposé des aspects scientifiques, techniques, économiques, juridiques et autres de cette question;

c) Une indication quant aux moyens pratiques de favoriser la coopération internationale dans les domaines de l'exploration, de la conservation et de l'exploitation du lit des mers et des océans ainsi que de leur sous-sol, tels qu'ils sont visés dans le libellé de cette question, et de leurs ressources, compte tenu des opinions exprimées et des suggestions avancées par les Etats Membres pendant la discussion de cette question à la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale;

3. *Prie* le Secrétaire général :

a) De communiquer le texte de la présente résolution aux gouvernements de tous les Etats Membres, afin de connaître leur opinion en la matière;

b) De communiquer au Comité spécial les procès-verbaux des débats que la Première Commission a consacrés à cette question;

c) De fournir toute l'assistance voulue au Comité spécial, et notamment de lui communiquer les résultats des études entreprises en application de la résolution 2172 (XXI) de l'Assemblée générale et de la résolution 1112 (XL) du Conseil économique et social, ainsi que la documentation pertinente que pourront fournir sur cette question l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et sa Commission océanographique intergouvernementale, l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation météorologique mondiale, l'Organisation mondiale de la santé, l'Agence internationale de l'énergie atomique et d'autres organismes intergouvernementaux.

4. *Invite* les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique et les autres organismes intergouvernementaux à coopérer pleinement avec le Comité spécial pour la mise en œuvre de la présente résolution.

1639^e séance plénière,
18 décembre 1967.

2342 (XXII). Question du désarmement général et complet

A

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 2162 A (XXI) du 5 décembre 1966, par laquelle elle a prié le Secrétaire général de rédiger un rapport concis sur les effets de l'utilisation éventuelle des armes nucléaires et sur les incidences que pourraient avoir pour les Etats, tant sur le plan économique que sur celui de leur sécurité, l'acquisition et le développement plus poussé de ces armes.

Notant que le rapport est terminé et que sa teneur est connue¹¹,

Convaincue qu'une large diffusion du rapport contribuerait à faire mieux comprendre le danger que présentent les armes nucléaires et encouragerait des progrès rapides en ce qui concerne aussi bien la prévention de leur dissémination que d'autres mesures de désarmement nucléaire,

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général qui constitue un exposé faisant autorité sur les effets des armes nucléaires et sur les incidences de leur acquisition et de leur développement plus poussé;

2. *Exprime ses remerciements* au Secrétaire général et aux experts consultants qui lui ont prêté leur concours pour la rapidité et l'efficacité avec lesquelles le rapport a été rédigé;

3. *Prend acte* des conclusions du rapport et exprime l'espoir que toutes les parties intéressées les étudieront avec attention;

4. *Recommande* à la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement de tenir compte du rapport et de ses conclusions dans les efforts qu'elle déploie en vue de réaliser le désarmement général et complet sous un contrôle international efficace;

5. *Prie* le Secrétaire général de prendre les dispositions voulues pour faire reproduire le rapport complet en tant que publication des Nations Unies et, en ayant pleinement recours à tous les moyens dont dispose le Service de l'information de l'Organisation des Nations Unies, pour le diffuser dans autant de langues qu'il sera jugé souhaitable et possible;

6. *Recommande* à tous les gouvernements de diffuser largement le rapport et de le publier dans leurs langues respectives, selon qu'il conviendra, de façon à en faire connaître la teneur au public;

7. *Invite* les organisations intergouvernementales régionales, les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique ainsi que les organisations non gouvernementales nationales et internationales à utiliser tous les moyens dont elles disposent pour faire largement connaître le rapport.

1640^e séance plénière,
19 décembre 1967.

¹¹ A/6858. Conformément au paragraphe 5 de la présente résolution, le rapport paraîtra en tant que publication des Nations Unies (numéro de vente: F.68.IX.1).